

Perspectives Printanières

CORONAVIRUS ET ÉCOLOGIE

- 1** L'épidémie n'a pas de vertus p.1
- 2** Le virus n'est pas une vengeance p.12

L'ÉPIDÉMIE N'A PAS DE VERTUS

Si l'on en croit la multiplication des analyses médiatiques allant dans ce sens dernièrement, l'épidémie de COVID-19 serait bonne pour la planète. Le principal bénéfice écologique évoqué se rapporte à la baisse d'1/4 des émissions chinoises de CO₂ sur les deux derniers mois¹, dont les effets positifs sont évidemment climatiques mais aussi sanitaires. L'intérêt autour de cette réduction de la pollution émise par la deuxième puissance mondiale a notamment été renforcé par des images satellites de la NASA illustrant très nettement le phénomène. Quelques articles plus rares mentionnent quant à eux les effets positifs pour la biodiversité de la très récente interdiction par la Chine du commerce et de la consommation d'animaux sauvages². Malgré ces éléments qui semblent univoques, voir des bénéfices pour la planète dans l'épidémie en cours n'est en aucun cas un positionnement écologiste. Revenir aux conditions sociales de la production de l'épidémie ainsi qu'aux principales propositions écologistes permet de s'en convaincre. Il y a assurément une grande différence entre considérer que l'épidémie de coronavirus est en elle-même écologiquement positive et tirer (ou plutôt confirmer) des enseignements écologistes à partir des effets économiques de celle-ci.

La production de l'épidémie

Les origines exactes du coronavirus³ restent encore largement indéterminées. Toutefois son caractère zoonotique⁴ ouvre la voie à de nombreux discours sur le virus en lui-même ou sur l'épidémie y étant associé – la principale préoccupation étant de déterminer l'animal porteur du virus, qui aurait pu le transmettre aux humains. Aux débuts de l'épidémie, un marché de Wuhan – capitale de la province chinoise du Hubei, dont l'agglomération compte plus de 11 millions d'habitants – était au cœur de l'attention, puisque c'est là qu'aurait eu lieu la première transmission du coronavirus aux humains. L'animal rapidement considéré dans l'espace médiatique comme porteur du pathogène était la chauve-souris. Cette piste n'ayant pas été rapidement confirmée, d'autres espèces animales ont rapidement été évoquées comme potentielles sources de la transmission du virus aux humains, comme le serpent ou, plus probablement, le pangolin – l'espèce

1. Reporterre (2020), L'épidémie de coronavirus fait baisser les émissions de CO₂ de la Chine de 25 %

2. Up' Magazine (2020), Bonne nouvelle pour la biodiversité grâce au coronavirus ?

3. Les « coronavirus » étant une famille de virus, il faudrait parler plus précisément de SARS-CoV-2. C'est ce dernier qui provoque chez les humains une maladie nommée COVID-19. N'étant pas infectiologue/épidémiologiste, ni même professionnel de santé, je parlerai ici de coronavirus pour désigner le virus (SARS-CoV-2) voire d'épidémie de coronavirus pour désigner l'épidémie de COVID-19 actuellement en cours dans le monde.

4. Transmis par les animaux aux humains, voir Aspects scientifiques et techniques de la notion de zoonose - Entretien avec Barbara Dufour, réalisé par Frédéric Keck

5. Center for Biological Diversity (2019), Pangolins Decline as Deadly Poaching Continues, Red List Experts Find

6. Institut Pasteur (2012), Fiche maladie du SRAS

7. Voir l'explosion en France des recherches sur les soupes de chauve-souris via Google Trends.

8. Liselotte MAS (2020), La soupe à la chauve-souris, un plat prisé en Chine ? Autopsie de la rumeur sur l'origine du coronavirus, Les Observateurs, France 24.

9. Julie KERN (2020), Coronavirus : le mystère de ses origines animales s'épaissit, Futura Santé.

la plus braconnée au monde⁵. Ces animaux font partie des multiples espèces sauvages qui transitent par le marché de Wuhan, d'où l'intérêt qui leur est porté ces dernières semaines. L'épidémie de SRAS du début des années 2000 – 800 victimes entre 2002 et 2003⁶ – est évidemment dans tous les esprits, puisqu'à l'époque, le porteur animal du virus était la civette, un petit mammifère également braconné et échangé sur les marchés chinois. Pékin a d'ailleurs strictement interdit son commerce à la suite de l'épidémie, laissant supposer que les transactions de pangolins et/ou chauve-souris pourraient également être définitivement interdites dans le pays.

Le caractère « sauvage » de ces animaux (potentiellement) porteurs du virus est absolument central, puisque c'est précisément ce sur quoi rebondissent nombre de discours politiques (mais qui ne le sont pas toujours explicitement) liés au coronavirus, qu'ils se présentent ou non comme écologistes. La consommation de ces animaux n'étant pas répandue en France, les réactions racistes envers les personnes et cultures asiatiques se sont multipliées sur les réseaux sociaux. Rapidement, ce ne sont plus seulement les animaux cuisinés qui sont considérés comme sauvages mais aussi les personnes qui les mangent. D'abord, ce sont les pratiques gastronomiques qui sont ciblées, des occidentaux ridiculisant des plats traditionnels chinois⁷, souvent au recours d'intox et de manipulations⁸. Cette concentration sur les pratiques culinaires chinoises n'est que le symptôme de la dimension raciste de l'hygiénisme avec lequel les occidentaux traitent le reste du monde. Mais rapidement, les actes discriminatoires et humiliations envers les personnes asiatiques se sont multipliés, par exemple dans les transports en commun. Nombre d'entre elles ont exprimé leur colère avec le hashtag #JeNeSuisPasUnVirus sur twitter ainsi qu'à travers de nombreuses interventions télévisées. Cette recrudescence de racisme n'épargna pas le champ médiatique, puisque le quotidien régional *Le Courrier Picard* titrait « Alerte jaune » en une, le 26 janvier dernier. La lecture raciste de l'épidémie qui s'est construite en Occident s'est ainsi prolongée jusque dans les réponses des puissances occidentales, qui ont étudié les bénéfices d'une fermeture totale des frontières.

L'indétermination⁹ autour des conditions de la première transmission de ce dernier aux humain-es nourrit une perception de l'épidémie comme « naturelle » : le coronavirus était bien présent quelque part sur la planète, qu'il soit un jour transmis aux humain-es n'était alors qu'une question de temps (c'est-à-dire le temps que le virus arrive jusqu'à nous), conférant ainsi à l'épidémie en cours un caractère inéluctable. Cette présentation simpliste d'une origine « naturelle » de l'épidémie en cours pose évidemment de multiples problèmes. Tout d'abord, elle occulte complètement les processus biogéographiques à l'œuvre derrière l'accroissement d'émergence des épidémies : la destruction des biotopes. Devant la disparition de leurs habitats, nombre d'espèces sont en effet contraintes de se déplacer vers de nouveaux espaces, où elles se trouvent confrontées à de nouveaux agents infectieux. Si la plupart du temps, ces animaux deviennent de simples porteurs sains de ces virus,

la destruction des habitats multiplie également les points de contact entre les humain-es et ces espèces condamnées à l'errance¹⁰. L'artificialisation des sols apparaît dès lors directement responsable de l'accroissement récent des épidémies, puisqu'elle ouvre des porteurs animaux à de nouveaux pathogènes jusque-là isolés et augmente les possibles contaminations zoonotiques vers les humain-es. A cela s'ajoute le réchauffement global du climat qui accroît lui aussi les risques épidémiologiques : les dérèglements climatiques sont extrêmement propices à l'expansion virologique¹¹. L'intensification des précipitations, l'aggravation des sécheresses ou la destruction d'installations sanitaires par des catastrophes climatiques plus nombreuses sont autant d'effets secondaires du changement climatique qui favorisent l'accroissement du nombre d'épidémies ces dernières années.

Toutefois ce détour utile par la biogéographie n'est pas suffisant, les conditions sociales de ce grignotage par artificialisation des biotopes doivent elles aussi être explicitées – sinon, deux risques surviennent, celui de retomber dans une schématisation simpliste d'une société arrachée à la nature et désormais en conflit avec elle, le virus redevenant « naturel », et celui d'une homogénéisation de la société et des dominations sociales la structurant. L'anthropisation accélérée des sols est un symptôme tardif d'un « habiter colonial »¹² de la Terre, imposé par l'Occident au reste du monde. Celui-ci se fonde sur 3 principes : la subordination géographique d'un espace à un autre, l'exploitation des terres de l'espace nouvellement approprié et la possibilité pour d'autres d'y habiter rendue impossible – 3 principes auxquels tout-e écologiste ne peut que s'opposer. Les intrications du changement climatique et des mécanismes capitalistes sont quant à elles largement documentées, depuis la constitution de l'économie fossile elle-même¹³ jusqu'à la promotion de politiques climatiques adaptationnistes par les élites néolibérales¹⁴. L'épidémie n'est donc en rien « naturelle », vierge de toute implication humaine, mais relève bien de dynamiques fondamentalement politiques ayant trait à l'organisation sociale des sociétés modernes.

Enfin, la gestion répressive de la propagation du virus est elle aussi à considérer pour déconstruire l'épidémie comme « régulation naturelle ». Principale réponse apportée à l'épidémie, il faut ici essayer de détricoter les différents usages politiques du confinement. Le recours à celui-ci semble inévitable, toutes les études épidémiologiques le préconisent. Mais les conditions précises de sa mise en œuvre sont beaucoup moins consensuelles, comme en témoignent les positions divergentes entre les expert-es qui trouvent qu'on en fait trop et ceux qui trouvent que l'on en fait pas assez¹⁵. Plusieurs grandes puissances se sont alors lancées dans un strict confinement de leurs habitant-es. Première touchée, la Chine a mis en place un système répressif extrêmement sévère, en transformant l'appareil bureaucratique du Parti Communiste Chinois en véritable police anti-épidémie : les membres des comités de quartier du PCC contrôlent les moindres allers et venues des habitant-es qui souhaitent passer les barrières dressées entre provinces,

10. Sonia SHAH, (2020), Contre les pandémies, l'écologie, Le monde diplomatique.

11. Margaux MATHIS et Sylvie BRIAND (2019), Le changement climatique, les épidémies et l'importance de la médecine des voyages, Revue Médicale Suisse.

12. Malcom FERDINAND (2019), Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen, Seuil.

13. Andres MALM (2017), « Les origines du capital fossile » in L'anthropocène contre l'histoire, La fabrique.

14. Romain FELLI (2016), La grande adaptation. Climat, capitalisme et catastrophe, Seuil.

15. Raffaele Alberto VENTURA (2020), Coronavirus, sommes-nous paranoïaques ?, Le Grand Continent.

16. Sébastien LE BEL-ZIC (2020), Coronavirus: la Chine en quarantaine, ARTE Reportage.

17. Revue Chuang (2020), Social Contagion. Microbiological Class War in China, traduction française disponible ici.

18. C'est désormais l'intégralité du pays qui est confiné.

19. L'envolée (2020), Emeute et massacre à la prison de Modène

20. Philippe LAYMARIE (2020), Le commandant Macron déclare la guerre au coronavirus, Défense en ligne.

21. Regards (2020), Entretien avec Frédéric KECK dans La Midinale

22. Estienne RODARY (2019), L'apartheid et l'animal. Vers une politique de la connectivité, Wildproject.

23. Clélia GASQUET-BLANCHARD (2012), Lieux d'émergence et territoires de diffusion de la fièvre hémorragique à virus Ebola au Gabon et en République du Congo, Géococonfluences

24. Revue Chuang (2020), op. cit. Je reprends ici le titre dans un sens qui n'est pas nécessairement celui qui lui a été donné initialement.

communes, quartiers et pâtés de maisons¹⁶. Les mesures systématiques de température à l'entrée de nombreux bâtiments ne sont qu'un exemple parmi de nombreux autres du fort contrôle social exercé par l'appareil sécuritaire chinois sur la population des régions infectées. Pékin compte d'ailleurs sur la dimension humanitaire – « il faut lutter contre l'épidémie » – pour se garantir le soutien (d'au moins une partie) de la population locale¹⁷. En Italie, pays européen le plus touché par l'épidémie de COVID-19, le gouvernement a récemment mis en place le confinement de près de 15 millions de personnes (environ 1/3 de la population italienne), dans 11 provinces du nord du pays¹⁸, au sein desquelles la police et l'armée auront semble-t-il toute latitude pour interroger les personnes sur les motivations de leurs déplacements. En réaction à l'interdiction des visites en prison et aux faibles mesures de protection des prisonniers vis-à-vis de l'épidémie, des mutineries ont éclaté dans le pays¹⁹, à l'issue desquelles 10 d'entre eux furent assassinés. En France, le caractère martial du confinement est presque explicitement établi²⁰, puisque c'est un « conseil de défense » qu'a mis en place Emmanuel Macron pour mener la « guerre » face au virus. Cette problématisation de l'épidémie comme « guerre » est une construction politique, qui visibilise un ennemi invisible (le virus), permettant ainsi de justifier par l'urgence des mesures anti-démocratiques exceptionnelles en matière de sécurité²¹ – peut-on par exemple craindre un état d'urgence justifié par la menace que représente le coronavirus ?

Le confinement procède donc par contrôle spatial : la segmentation de l'espace est imposée verticalement par les autorités, qui entendent encadrer les moindres faits et gestes de la population selon ce qui leur semble nécessaire (au vu des intérêts qu'elles défendent et disent défendre). Un tel contrôle spatial – que l'on peut imaginer être un jour étendu aux relations entre humain-es et espèces sauvages en prévision des futures épidémies, si nous ne sortons pas de ce modèle – a une longue histoire coloniale, puisque découper l'espace qu'elles s'étaient approprié permit aux puissances impériales occidentales de contrôler les populations sous leur domination, jusque dans leurs interactions avec d'autres groupes sociaux ou avec des espèces sauvages²². La gestion chinoise de l'épidémie donne froid dans le dos puisqu'elle rappelle ce contrôle colonial déshumanisé des masses, déjà reproduit par l'aide médicale internationale pour l'épidémie d'Ebola²³. Mais la maladie se propageant essentiellement par « contagion sociale »²⁴, ce sont toutes les relations sociales qu'il faudrait encadrer, en isolant indistinctement tous les individus. Les limites du confinement apparaissent ici clairement : toute la population ne peut être simultanément confinée, même pendant une courte période. Une certaine fraction de la société devra continuer à circuler pour assurer certains besoins fondamentaux du reste de la communauté (certain-es parlent de « vie minimale », d'« activités essentielles » ou d'« activités utiles à la nation », ces différentes appellations traduisant des visées politiques sensiblement différentes), comme l'alimentation et la santé

– nous sommes toujours en contexte d'épidémie. Les appareils étatiques des grandes puissances s'épuisent donc à mettre en place un confinement toujours plus strict, adossé à un discours sécuritaire toujours plus verrouillé. Si rendre parfaitement hermétique le confinement est impossible, renoncer à toute forme de confinement serait aussi inefficace qu'un durcissement de la répression. La prévention des risques est évidemment nécessaire, mais sa forme étatique, acquise à la quantification mais peu sensible aux conditions sociales²⁵, ne peut aboutir qu'à une gestion autoritaire de l'épidémie – la relative désinvolture avec laquelle le gouvernement français a d'abord traité l'épidémie par rapport à d'autres pays peut s'expliquer par une approche singulière du risque pandémique²⁶, mais force est de constater qu'il a désormais adapté la même méthode répressive.

Par un glissement scalaire ahurissant, certain-es proposent pourtant sans sourciller de passer la logique répressive de confinement au niveau national en réclamant une fermeture des frontières, réactivant par là même les réflexes nationalistes de celles et ceux qui n'attendaient que ça pour en profiter politiquement²⁷. Qu'importe si une telle mesure aggraverait la situation sanitaire en bloquant la circulation de matériel de santé ou de nombreuses denrées alimentaires. La proposition d'une « démondialisation écologique »²⁸ projette en quelque sorte cette idée sur le plus long terme en réintroduisant la lutte contre les épidémies dans un projet politique à coloration écologiste, mais orienté vers un fantasme protectionniste bien éloigné des principes libertaires et internationalistes qui fondent l'écologie politique depuis les années 70²⁹. Promouvoir une « démondialisation », c'est refuser de voir la mondialisation comme un processus profondément ambivalent sur les plans politique et écologique. Les grandes typologies de « gagnant-es » et « perdant-es » de la mondialisation qui inspirent les raisonnements à la source de la proposition de démondialisation passent systématiquement à côté de cette ambivalence fondamentale³⁰. Le repli nationaliste auquel appellent certain-es pour répondre à l'épidémie provoquée par le coronavirus ignore de plus les multiples études pointant l'inefficacité des frontières nationales pour endiguer l'expansion géographique de la maladie : il faudrait que celles-ci soient complètement hermétiques, à la manière d'un confinement hospitalier (bien que ceux-ci ne soient finalement pas si imperméables), une opération évidemment impossible à réaliser. Les études épidémiologiques³¹, s'appuyant sur des modélisations mathématiques, ont en effet démontré l'inefficacité de la fermeture des frontières pour empêcher un virus d'entrer sur le territoire.

Cette lecture spatiale multiscale de l'épidémie liée au coronavirus indique que les écologistes ne peuvent nullement se satisfaire des soi-disant bénéfices écologiques associés à la propagation du virus. Au contraire, son émergence et sa diffusion elles-mêmes sont le résultat de politiques anti-écologiques qui s'accumulent depuis des décennies, au détriment des écosystèmes et aujourd'hui des humain-es. La réponse actuelle à l'épidémie n'est que la continuité de ces politiques.

25. Florent GUENARD et Philippe SIMAY (2011), *Du risque à la catastrophe*, La Vie des Idées

26. Didier TORNAY (2012), « De la gestion des risques à la production de la sécurité. L'exemple de la préparation à la pandémie grippale », *Réseaux*, vol. 1, n° 171, p. 45-66.

27. A l'échelle européenne, Viktor Orban et Marine Le Pen sont de bons exemples.

28. Pierre GILBERT (2020), *Coronavirus : la démondialisation écologique est notre meilleur antidote*, Le Vent Se Lève

29. Jean JACOB (1999), *Histoire de l'écologie politique*, Albin Michel

30. Armelle CHOPLIN et Olivier PLIEZ (2019), *La mondialisation des pauvres. Loin de Wall Street et de Davos*, Seuil.

31. Stanislas VASAK et Eric CHAVEROU (2020), *Coronavirus : « Fermer les frontières n'est pas efficace, les virus n'ont pas de passeport »*. Entretien avec Antoine Flahault, France Culture

Malthusianisme, panique et écologie politique

Dans la continuité de cette thématization des épidémies comme pathologies sociales, les tendances (néo)malthusiennes de la présentation de l'épidémie liée au coronavirus comme « régulation naturelle » (ou de « retour à la normale »³²) sont assez flagrantes : chez Malthus, c'est la famine qui vient inévitablement corriger le décalage entre croissances démographique et des ressources disponibles (la première étant plus rapide que la seconde) ; ici c'est l'épidémie qui joue ce rôle, régulant cette fois le développement des activités humaines face aux capacités de charge – ou limites – de la planète. L'analogie se confirme lorsque l'on s'intéresse plus en détail aux populations touchées par ces « régulations naturelles » : les pauvres chez Malthus, ou plus généralement les dominés – pauvres et racisés – dans les théories néomalthusiennes, tandis que les plus touchés par l'épidémie due au coronavirus sont pour l'heure majoritairement chinois – environ 80% des personnes infectées. Cet imaginaire flirtant avec le malthusianisme s'est nourri de la constitution des épidémies en Asie comme objet d'étude privilégié de la médecine occidentale³³. Cette lecture du traitement global des épidémies comme héritage du colonialisme s'illustre par de nombreux exemples, comme ces occidentaux qui fuient littéralement les pays européens infectés vers des pays du Sud, sans subir aucun contrôle alors qu'ils transportent le virus avec eux³⁴. Les chiffres ne l'illustrent pas (encore) mais l'on pouvait légitimement s'en douter : au sein d'un même pays, riches et pauvres ne disposent pas des mêmes moyens pour faire face à l'épidémie³⁵ – comme à toute catastrophe d'ailleurs. Dans certains pays du Nord largement infectés comme la France, un robuste système de santé socialisé permet à une part importante des personnes gravement malades du COVID-19 d'être hospitalisées – bien que le système public de santé soit en plein démantèlement. Les plus pauvres d'autres pays comme les Etats-Unis ne bénéficient pas d'un tel système, et se trouvent donc particulièrement exposés à l'épidémie. Les pays du Sud semblent pour l'heure relativement épargnés par la diffusion du coronavirus³⁶. Toutefois, cette asymétrie peut s'expliquer par les systèmes de santé beaucoup plus parcellaires, instables et inégalitaires dont disposent ces pays, rendus dépendants des interventions humanitaires occidentales en cas de catastrophe sanitaire. Les tests de dépistage y sont de fait beaucoup moins fréquents, laissant supposer que l'épidémie est dans ces pays bien plus importante que les chiffres ne le laissent penser – l'exemple égyptien est à ce titre assez frappant. Pour se représenter les choses, revenir à la situation française peut être éclairant : sur 1500 cas officiels, l'on trouve 1 ministre, plusieurs député-es, les PDG de plusieurs grandes entreprises et institutions, etc... La surreprésentation de ces cas (les seuls sur lesquels on s'attarde individuellement d'ailleurs) par rapport au reste de la population n'est que le reflet de la stratégie française de ne pas tester la présence du virus chez tous

32. Philippe RAHM (2020), Coronavirus ou le retour à la normale, AOC.

33. Florence BRETTELE-esTABLET et Frédéric KECK (2014), « Les épidémies entre « Occident » et « Orient » », Extrême-Orient Extrême-Occident, n°37, p. 5-19.

34. Franck Daniel BATASSI (2020), « Coronavirus : Apeurés, les italiens fuient vers l'Afrique », 237online.

35. Jonah Bromwich (2020), The Rich Are Preparing for Coronavirus Differently, New York Times

36. Voir la carte et les statistiques de l'épidémie sur : <https://gisand-data.maps.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/bda7594740fd40299423467b48e9ecf6>

les cas potentiels, la systématisation de ces tests restant semble-t-il réservée à une certaine fraction de la population seulement – ses élites. En France, on peut légitimement supposer que le nombre de cas est bien supérieur à celui officiellement annoncé. Dans des pays du Sud déstabilisés par l'ingérence occidentale, les mêmes effets de minimisation statistique à cause du faible nombre de tests effectués ne peuvent être qu'encore plus importants³⁷.

Ce que les discours minimisant les dangers du coronavirus occultent, c'est la fragilité des systèmes publics de santé, soumis – quand ils existent encore – depuis de nombreuses années aux pressions du secteur privé. Les échanges entre professionnel·les de santé et le président de la République au début de l'épidémie en France ont particulièrement bien représenté ces impacts directs du démantèlement organisé de la sécurité sociale. Plutôt que de reconnaître les dégâts des dernières politiques en matière de santé, qui ne peuvent plus accueillir dignement toutes celles et tous ceux estimant en avoir besoin, les autorités multiplient les incitations à ne pas se rendre aux urgences, sauf en cas de graves symptômes susceptibles d'être dus au coronavirus. La responsabilité initialement collective du traitement de l'épidémie devient dès lors individuelle, reléguant dans l'irrationalisme celles et ceux qui s'inquiètent légitimement de peut-être avoir été contaminé·es.

Les argumentaires fustigeant celles et ceux qui cèdent à la « panique ou [à la psychose] »³⁸ provoquée par l'épidémie sont probablement encore plus nombreux que ceux pointant ses effets écologiques positifs. La simultanéité de ces deux stratégies argumentatives informe sur les raisons pour lesquelles présenter l'épidémie comme écologiquement bénéfique est particulièrement malvenu : des gens sont morts de la même cause que celle de ces « bénéfices écologiques » – près de 4000 lors de l'écriture de cet article³⁹. Ce simple fait interdit de se reposer sur des événements comme des épidémies pour avancer politiquement sur les questions écologiques. Pour les personnes en bonne santé, le coronavirus est presque sans gravité, à peine plus virulent qu'une banale grippe. Aucune raison de paniquer nous dit-on, puisque seules les personnes fragiles risquent quelque chose du COVID-19⁴⁰ – ici les vieux et les vieilles, puisque c'est comme tel·les que le mépris à leur égard nous conduit à les nommer, ainsi que toutes les personnes immunodéficientes. Le nombre de décès imputés au coronavirus est ainsi généralement ramené à celui du nombre de décès de la grippe saisonnière : en chiffres absolus, le second paraît énorme par rapport au premier, alors que le taux de mortalité du coronavirus est semble-t-il 20 à 25 fois plus élevé que celui de la grippe saisonnière⁴¹. Toutes les familles avec des personnes fragiles n'ont presque plus en tête toutes les précautions relatives aux infections courantes qu'elles prennent tant celles-ci sont devenues automatiques durant l'hiver. Prendre de nouvelles précautions relatives à l'épidémie de COVID-19 procède dès lors par la même logique que celle de la couverture vaccinale : on ne se protège pas seulement soi, mais également les autres. S'inquiéter de l'émergence d'une nouvelle épidémie avec une létalité accrue ne relève donc pas de la

37. Xavier OLESSA-DARAGON et Fiene Marie KUIJPER (2020), *Bientôt la phase 3 : un bilan en 10 points sur le Coronavirus, Le Grand Continent*.

38. Emilie MASSEMIN (2020), *Coronavirus, pas de panique!*, Reporterre

39. Chiffres indiqués sur le site de Santé Publique France

40. Xavier OLESSA-DARAGON et Fiene Marie KUIJPER (2020), *op. cit.*

41. Laurent LAGROST et Didier PAYEN (2020), *La Covid-19 est un réel danger!*, *Le Quotidien du Médecin*.

panique, simplement d'une vigilance accrue quant à de potentiels nouveaux risques. Ladite panique, ce sont davantage les médias sensationnalistes qui la construisent et l'entretiennent, en inondant leurs audiences d'informations en tout genre sur l'évolution de l'épidémie. Les personnes interviewées dans les journaux télévisés semblent d'ailleurs aborder la situation avec une relative sérénité, surtout lorsque l'on sort leurs témoignages des récits journalistiques au sein desquels ils sont intégrés. Cette asymétrie est le fruit d'une rupture de classes : ce sont les capitalistes qui paniquent de voir leurs profits entamés par l'épidémie en cours. La concentration médiatique autour de ce thème a évidemment pour objectif d'empêcher tout ralentissement de l'activité économique, qui leur serait temporairement défavorable.

Temporaire, la baisse des émissions suite à l'épidémie l'est aussi puisqu'elle n'a évidemment aucun effet à long terme : sitôt l'épidémie terminée (voire avant), les émissions reviendront à leur niveau précédent et reprendront leur progression. Son seul effet aura été de légèrement retarder la progression des émissions – une baisse d'1/4 des émissions chinoises, importante pour un pays aux engagements climatiques extrêmement réduits, mais encore bien loin de ce que l'on peut espérer dans une trajectoire écologiste. Ce ralentissement de l'économie à cause de l'épidémie – à la fois craint pour ses aspects financiers et loué pour ses aspects environnementaux – est d'ailleurs bien plus réduit que la présentation choquée dans les médias le laisse penser. D'abord parce que la chute des cours boursiers entièrement imputée au coronavirus passe sous silence tous les signes de mauvaise santé des marchés financiers ces derniers mois, bien avant l'émergence du coronavirus⁴². Mais aussi, le ralentissement des grandes multinationales n'est pas aussi ralenti que ne le laisse présager les médias. Les compagnies aériennes européennes préfèrent par exemple faire voler leurs avions à vide afin de conserver leurs créneaux horaires⁴³, puisque leur perte augmenterait les pertes déjà importantes du secteur. Dans un tout autre domaine, le parc d'attractions Disneyland Paris reste ouvert normalement⁴⁴, exposant les salarié-es aux mêmes risques de contamination que ceux des rassemblements de plus de 1000 personnes, désormais interdits sur le territoire. Ces exemples ne sont certainement pas isolés : des usines continuent probablement [désormais on en a la certitude] de tourner même en manquant de personnel, surexploitant dès lors les travailleur-ses toujours en poste. Cette supposition relève peut-être du procès d'intention, mais les exemples du secteur aérien et de Disneyland Paris ne montrent-ils pas que les capitalistes sont prêts à tout pour garantir leurs marges, à court, à moyen comme à long terme ?

Souligner le caractère répressif du confinement et du calcul des risques tels qu'ils sont employés par les gouvernements de la plupart des pays infectés doit déboucher sur des propositions pour une autre gestion, écologiste, des épidémies (futures – parce que pour celle-ci, il semble que ce soit trop tard). Pour des pathogènes proches de ceux déjà étudiés, le recours au confinement ne semble en effet pas pouvoir être évité. Toutefois des services publics de

42. Eric TOUSSAINT (2020), Non, le coronavirus n'est pas le responsable de la chute des cours boursiers, CADTM.

43. Reporterre (2020), En pleine crise du coronavirus, les compagnies aériennes volent à vide pour ne pas « perdre leur place »

44. CNT-SO Disneyland Paris (2020), Coronavirus DLP

santé robustes car correctement financés, un système productif démocratique libéré des objectifs capitalistes dans lequel le travail n'est plus le centre obligé de nos vies et une sortie de l'approche étatique de la prévention des risques font partie des éléments indispensables pour que le confinement ne prenne pas une tournure répressive comme c'est le cas actuellement. La bonne santé de la structure hospitalière est une évidence sur laquelle beaucoup sont déjà revenus, du dépistage efficace de la maladie à l'hospitalisation de toutes les personnes le nécessitant. Le travail étant un lieu privilégié de socialisation pour une grande partie de la population, généraliser la possibilité de ne pas s'y rendre devrait être l'action prioritaire – c'est autre chose qu'un confinement pour les suspicions de contamination. Cette mesure est absolument impensable dans une économie capitaliste, seule une réorganisation démocratique de la production serait en mesure de la permettre. Cette réflexion sur la place du travail dans la société est une constante dans le cheminement théorique tracé par l'écologie politique⁴⁵. Ce projet démocratique s'opposant frontalement à la logique d'expertise qui s'est constituée dans les dernières décennies⁴⁶, il impacterait probablement le paradigme autoritaire de la gestion étatique des catastrophes : la nécessaire planification des risques ne peut faire l'économie du social et des savoirs locaux, dont l'incorporation dans l'analyse chamboulerait toute l'organisation martiale de la réponse aux catastrophes – climatiques, industrielles, sanitaires etc. Ces propositions non-exhaustives s'inscrivent tout autant dans une orientation écologiste que celles qui entendent limiter l'émergence de nouveaux virus à l'avenir.

Des « bénéfiques » écologiques évoqués ces derniers jours, des enseignements écologistes peuvent néanmoins être tirés. Tout d'abord, retarder l'émergence de nouveaux virus s'ajoute à la longue liste d'arguments pour stopper la destruction des milieux « sauvages ». Les écologistes ne peuvent ainsi vanter les très maigres effets écologiques de l'épidémie puisque ceux-ci sont le résultat d'une trajectoire écocidaire des sociétés. C'est bien cette orientation générale qu'il faut infléchir, voire renverser. Ce n'est un secret pour personne : la réduction des émissions de CO2 en Chine n'est pas directement corrélée à la diffusion du coronavirus lui-même, mais bien à la baisse de l'activité productive du pays que la maladie qu'il provoque a entraînée, c'est-à-dire directement aux corps contaminés. Si les capitalistes n'avaient pas besoin d'humain-es et de leurs corps pour poursuivre leurs objectifs de profits, la propagation du virus n'aurait a priori pas d'effets économiques (du point de vue de la production), donc pas d'effets climatiques. L'impossibilité de fonctionnement du capitalisme quand les corps qu'il soumet ne sont plus fonctionnels (au sens capitaliste) révèle le darwinisme social sur lequel il s'appuie en permanence. Rappeler ces éléments semble extrêmement futile, alors que cela permet d'empiéter sur les récits hégémoniques qui gommement consciemment certains enjeux politiques fondamentaux de l'épidémie. Cette réintroduction de la dimension humaine dans la production de biens et services éclaire ce qu'il faut entraver si l'on se soucie vraiment de la

45. Jean ZIN et Jérôme GLEIZES (2005), *Écologie, travail et revenu*, EcoRev.

46. André Gorz (1992), « L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation » in *L'éloge du suffisant*, PUF. Disponible en ligne ici.

« planète » : les intérêts du capitalisme fossile et de l'habiter colonial de la Terre qu'il perpétue. Ainsi, plutôt que de se reposer sur des épidémies qui viendraient « naturellement » réguler le développement des sociétés, il ne reste plus qu'à trouver d'autres moyens pour reproduire ce blocage tout en épargnant les humains !

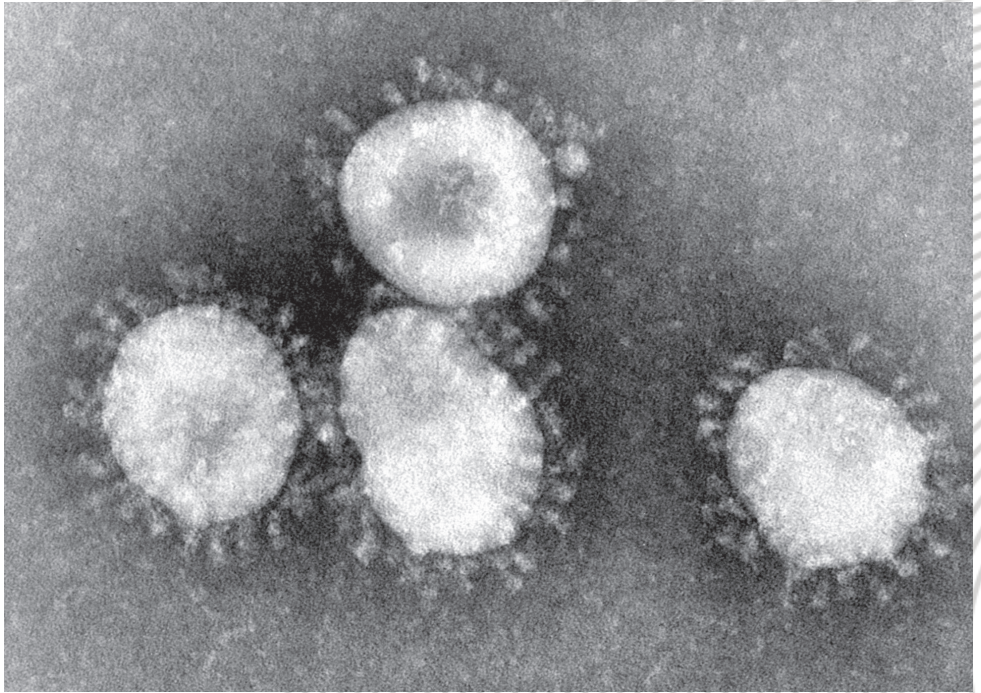
Ces moyens ne sont évidemment plus à « trouver » puisqu'ils font déjà l'objet d'une vaste littérature discutant à la fois leurs aspects théoriques et stratégiques. Du côté théorique, les multiples propositions décroissantes offrent autant de pistes vers une société écologique. Mais toutes ne s'appuient pas sur les mêmes arguments politiques et n'auront pas les mêmes effets sociaux : articuler la nécessaire décroissance énergétique à un projet social ambitieux reste le principal défi qui nous attend⁴⁷. Une réflexion peut également être menée sur le « sauvage » au sens de ce sur quoi les sociétés humaines se gardent d'avoir la main⁴⁸ : comment se tenir à l'écart de certains écosystèmes, notamment pour limiter l'émergence de nouveaux virus, sans tomber dans la logique coloniale dans laquelle se sont construits la majorité des espaces protégés ? La schématisation simpliste du problème comme sociétés luttant contre la nature est inopérante pour penser la cohabitation entre les sociétés humaines et les espèces habitant les mêmes milieux qu'elles. Du côté pratique, la grève ou plus généralement le sabotage offrent autant de prises à une réappropriation par les travailleur·ses du processus de production. Le secteur énergétique, particulièrement critique dans le contexte climatique actuel, pourrait de nouveau jouer le rôle de levier démocratique qu'il a eu lors de l'hégémonie énergétique du charbon⁴⁹, et que le choc de l'arrivée du pétrole a ensuite actionné dans l'autre sens. Ces quelques éléments stratégiques ne sauraient résoudre certaines tensions fondamentales qui s'expriment dans l'écologisation tardive des idéologies traditionnelles⁵⁰. Un travail considérable reste à faire, à la fois pour dépasser certaines impasses auxquelles font face les mouvements sociaux et écologistes, mais aussi pour sortir l'écologie politique du borbier politique et conceptuel dans lequel elle se trouve – le développement actuel d'une écologie réactionnaire est probablement le principal indicateur de l'existence de ce borbier. Quelles que soient nos provenances idéologiques, il n'y a qu'à l'appui de cette restructuration démocratique que nous pourrions nous diriger vers une société écologique, libérée des multiples systèmes sociaux de domination entravant le développement d'une écologie politique.

47. Daniel TANURO (2010), L'impossible capitalisme vert, La Découverte.

48. Virginie MARIS (2018), La part sauvage du monde. Penser la nature dans l'Anthropocène, Seuil.

49. Timothy MITCHELL (2013), Carbon democracy. Le pouvoir politique à l'ère du pétrole, La Découverte

50. Pierre CHARBONNIER (2020), Abondance et liberté. Une histoire environnementale des idées politiques, La Découverte



LE VIRUS N'EST PAS UNE VENGEANCE

Les journaux de confinement de personnalités qui fleurissent dernièrement dans les médias sont exaspérants pour de très nombreuses raisons. Explorons en particulier l'une de ces raisons, particulièrement reprise¹ : l'idée selon laquelle l'épidémie provoquée par le coronavirus serait une « vengeance de la Nature » – ou de « Gaïa », du « Vivant », de la « Terre », etc. Ce texte tente de les déconstruire. De telles interprétations de la catastrophe sanitaire en cours, purement incantatoires car jamais fondées, ont également proliféré dans les tribunes d'universitaires et sur les réseaux sociaux. Cette idée d'une « vengeance de la Nature »² n'est pas seulement une version romantique de la lecture faussement écologique – « fausse » car malthusienne – de l'épidémie comme « régulation naturelle » mais est symptomatique d'une difficulté plus profonde pour l'écologie politique : la persistance de représentations réactionnaires de la « Nature ». Sortir de ce cadre ne sera pas aisé puisque cela implique de plonger dans des débats conceptuels profonds, aux ramifications politiques très complexes. Ce texte n'entend pas clore un débat encore jeune sur les rapports entre humain-es et non-humains, mais simplement à démêler les implications politiques de certaines propositions théoriques. Dans un premier temps, cela nécessite de revenir sur ce que renferme l'idée d'une pandémie comme « vengeance de la Nature ». Sur cette base, les difficultés théoriques/politiques pour renverser ce type de conceptions de la « Nature » seront décryptées, avant de montrer comment ces dernières peuvent manquer leur objectif et nourrir des positionnements écofascistes, dont l'écologie politique doit s'extraire.

Une pandémie « méritée » ?

Peu à peu, l'idée que la pandémie causée par le coronavirus constituerait une bonne leçon pour l'Humanité commence à s'installer. Personnalités et anonymes semblent s'y soumettre, comme si la mort de milliers de personnes – plus de 30 000 dans le monde lors de l'écriture de cet article – était le premier avertissement de la « Nature » face à ce que lui infligent les humain-es. D'une certaine manière, cette pandémie serait même « un mal pour un bien »³, puisqu'elle nous réconcilierait avec la planète et les

1. Marie Darrieussecq (2020), Journal d'une confinée, Le Point.

2. Cette expression aura ici une fonction générique, car particulièrement symptomatique du type de discours que cet article entend renverser. Elle concentrera un certain nombre d'autres affirmations reposant sur la même logique de « vengeance » que ce soit de la Nature (Mère ou Dame Nature) de Gaïa, du Vivant, de la Terre, etc.

3. Bernard Kalaora (2020), Coronavirus, un mal pour un bien ?, AOC.

non-humains en nous offrant une « chance »⁴ de ralentir. Ces arguments cherchant du positif dans la catastrophe en cours – comme l'éclaircissement de l'eau d'une rivière polluée ou le retour de certains animaux dans des espaces desquels ils ont été chassés – peuvent toutefois nourrir des théories opposées aux propositions écologistes promues au départ. Ces exemples montrent la nécessité de limiter les prises qu'offre un argument à la récupération par celles et ceux à qui il s'oppose. L'ambivalence du vocabulaire écologique mériterait d'être détricotée pour elle-même, il s'agit ici seulement d'un avertissement. Présenter l'épidémie comme « vengeance de la Nature » revient en effet à considérer implicitement que celle-ci serait bien « méritée » par les humain-es, ou par l'Humanité dans sa globalité. Deux problèmes fondamentaux, rendus explicites par les dynamiques politiques à l'origine de l'émergence des épidémies⁵, apparaissent alors.

En premier lieu, tout le monde ne subit pas de la même manière cette épidémie. Si, biologiquement, le virus peut vraisemblablement infecter indistinctement tous les corps humains, ses impacts sur chacun sont en revanche extrêmement différenciés, au-delà des inégalités purement immunitaires, selon des facteurs éminemment sociaux.

Le premier d'entre eux se rapporte à l'exposition au virus. Il n'aura échappé à personne que le confinement imposé est loin d'être total. En plus des courageux-ses soignant-es qui s'investissent de tout leur être dans la lutte contre l'épidémie malgré les moyens dérisoires mis à leur disposition⁶, des millions de travailleur-ses sont toujours obligé-es d'aller bosser. Iels s'exposent elleux-mêmes à une contamination, et participent encore, bien malgré elleux à la diffusion du virus – les fameux « gestes barrières » étant évidemment loin de suffire à rendre le travail inoffensif⁷. Laisser la détermination des « activités essentielles à la nation » à la discrétion du patronat est dès lors criminel : des gens mourront à cause de l'entêtement du gouvernement à « sauver » l'économie au détriment de la bonne gestion sanitaire de l'épidémie. Pendant que les ouvrier-ères sont forcée-s de travailler, les cadres sont en télétravail, à l'abri d'une contamination (ce qui ne veut pas dire qu'ils ne vont pas contracter la maladie). Une partie des classes supérieures est même allée se « mettre au vert » dans leurs résidences secondaires⁸ pour bénéficier de meilleures conditions de confinement. Dans le même temps, quitter la ville est imaginé comme un moyen de se mettre à distance des foyers de contamination. Ce réflexe hygiéniste de s'éloigner des masses urbaines pauvres ne résiste toutefois pas à une lecture géographique de l'épidémie – la situation dans plusieurs pays infectés contredit l'association stricte villes-foyers⁹. Cette migration temporaire ne fait que diffuser plus largement le virus, puisque les migrant-es urbain-es aisé-es¹⁰ asymptomatiques le ramènent dans des zones rurales jusque-là non-atteintes par l'épidémie¹¹. Ce déplacement relativement massif¹² n'est pas sans conséquences sur l'accès à la santé, déjà géographique-ment et socialement inégalitaire en temps normal. L'arrivée de nombreuses familles dans des zones rurales renforce le sous-dimensionnement des services

4. Nicolas Celnik (2020), L'épidémie de Covid-19 n'a pas grand-chose à voir avec le dérèglement climatique » – Entretien avec Jean-Baptiste Fres-soz, Libération.

5. Perspectives Printanières (2020), L'épidémie n'a pas de vertus

6. Isabelle Roberts (2020), « Il arrive, vous l'aurez, préparez-vous » – Entretien avec Yannick Gottwalles, Les Jours

7. Mathilde Goanec et Dan Israel (2020), L'Inspection du travail gère avec peine les revirements du pouvoir, Mediapart.

8. Olivier Bouba-Olga (2020), Covid-19, épisode 2 : géographie des propriétaires de résidence secondaire

9. Jacques Lévy (2020), L'humanité habite le Covid-19, AOC. Pour voir une application de cette fausse association stricte entre villes et foyers de contamination : Marie Astier (2020), « La métropolisation du monde est une cause de la pandémie » – Entretien avec Guillaume Faburel, Reporterre.

10. John Lichfield (2020), Avec le coronavirus, les fractures entre les Français vont encore s'accroître, Courrier International (initialement publié en anglais sur Politico).

11. C'est ici une supposition légitime qui s'est installée dans le débat public, mais dont on ne voit pas encore les effets sur le plan géographique, voir Olivier Bouba-Olga (2020), Géographie de Covid 19

12. Voir la situation sur la côte Atlantique : Anne Patinec (2020), Coronavirus : 150 à 200.000 personnes sont venues se confiner en Loire-Atlantique, France Bleu Loire Océan

13. Nicolas Cori (2020), Face au coronavirus, l'inquiétante désunion européenne, Les Jours.

14. Marine Turchi (2020), Dépistage du Covid-19: la question des passe-droits pour les personnalités, Mediapart.

15. Pierre-André Juven et al. (2019), La casse du siècle. À propos des réformes de l'hôpital public, Raisons d'agir.

16. Frédérique Leichter-Flack (2020), « Le médecin qui trie les malades n'est pas là pour dire qui aura ou non droit à la vie, mais pour sauver le plus de vies possible », Le Monde.

17. Mike Davis (2020), The monster is finally at the door, Links. International journal of socialist renewal.

18. Fanny Marlier (2015), Le syndrome méditerranéen : un stéréotype « raciste » et « dangereux » pour les patients, Clique. Voir aussi : Bondy Blog (2018), « Nier la dimension raciste, c'est passer à côté du fond du problème »

19. Communiqué de l'Union Communiste Libertaire (2020), Covid-19 : le validisme au cœur de la crise

20. Claire Levenson (2020), Le Texas et l'Ohio interdisent l'IVG pendant l'épidémie de coronavirus, Slate

21. Charlotte Oberti (2020), Les autorités françaises commencent à agir pour les migrants à la rue, Info Migrants

22. Charles Kabango (2019), La remise en cause de l'AME ou la barbarie à visage humain...

23. Le Conseil d'Etat a rejeté la demande de fermeture des CRA du Gisti et de La Cimade.

24. Joao Gabriel (2020), Race, classe et confinement

25. Nathan Erderof (2020), Coronavirus et violences policières. 10% des amendes rien qu'en Seine Saint Denis, Révolution Permanente.

de santé locaux. Plus généralement, sans même détailler les particularismes nationaux liés à la qualité des soins ou à la nature publique ou privée des services de santé que la crise sanitaire amplifiée¹³, force est de constater que toutes les humain-es ne sont pas traité-es également. Alors que le virus se propage à grande vitesse parmi la population sans qu'aucun dépistage massif ne soit envisagé dans la plupart des pays, des personnalités publiques pourtant dans la fleur de l'âge annoncent tour à tour avoir été testées positives au coronavirus tout en affirmant ne pas présenter de symptômes. Combien d'autres n'en parlent pas car le test s'est révélé négatif ? L'inégalité de traitement est ici plus que frappante¹⁴, mais elle est sans commune mesure avec celle relative aux soins prodigués.

Littéralement dépouillés par les derniers gouvernements¹⁵, les hôpitaux doivent faire face à l'épidémie avec une capacité de lits très basse, qui obligera les médecins à choisir les patient-es à soigner en fonction d'une estimation rapide de leurs chances de survie¹⁶. Les inégalités sociales d'accès à la santé, déjà criantes en temps normal¹⁷, sont exacerbées par l'épidémie actuelle : le personnel de santé méprisera probablement d'autant plus les personnes racisées demandant de l'aide¹⁸ ; la forme que prend le confinement exacerbe le validisme¹⁹ ; les femmes ne peuvent parfois plus avorter car cela ne serait pas « essentiel » en temps d'épidémie²⁰ ; les personnes exilées mises en danger par l'impossibilité de se confiner sans logement²¹ verront leur accès déjà parcellaire à la santé²² se réduire encore davantage²³ ; etc.

Un troisième domaine dans lequel les inégalités sont renforcées est celui de l'exposition aux dispositifs disciplinaires policiers. Le caractère autoritaire du confinement imposé par le gouvernement français s'exprime en grande partie par le déploiement d'une présence policière accrue. Prenant la forme d'un contrôle spatial ségrégationniste²⁴, celui-ci n'est pas également réparti géographiquement : le racisme d'Etat induit que « les quartiers populaires » sont davantage ciblés que les « beaux quartiers »²⁵. Cette différenciation géographique dans la répression s'observe jusque dans les médias, dans la manière dont le non-respect du confinement est illustré. D'un côté, les classes supérieures urbaines ayant fui vers les côtes se baladaient tranquillement sur les plages puis se plaignent aujourd'hui qu'on leur impose de rester à l'intérieur de leur résidence secondaire. De l'autre, les classes populaires racisées sont criminalisées

et réprimées violemment lorsqu'elles vont au marché pour faire le plein nécessaire de produits alimentaires. Sans même rentrer dans la critique de l'exode urbain déjà évoqué, les promenades des plus aisés sont amalgamées avec les déplacements nécessaires des plus modestes pour se nourrir. Cette représentation médiatique alimente le fantasme de l'extrême-droite de masses pauvres racisées aux comportements « sauvages »²⁶. Le confinement pèse aussi différemment au sein même des ménages, puisqu'on constate déjà une recrudescence des violences que subissent les femmes²⁷, confinées avec des conjoints violents. Le travail domestique et la charge mentale qui pèsent sur elles sont également accrus durant le confinement par l'importance cruciale du soin (care), un travail permanent non-rémunéré essentiellement porté par les femmes, dont la nécessité est accentuée par la pandémie²⁸. La liste des groupes sociaux n'ayant pas mérité que leur situation se complique est si longue qu'elle rend d'autant plus insupportable la lecture de l'épidémie comme « vengeance de la Nature ».

En second lieu, à l'inégalité de traitement sanitaire s'ajoute l'inégalité de responsabilité. Présenter, comme l'a fait l'ONU²⁹, l'épidémie comme une menace à l'encontre de « l'Humanité toute entière » qui devrait riposter afin d'agir « pour les plus vulnérables », appuie la nécessité d'y apporter une réponse collective. La situation des plus fragiles est en effet dépendante des agissements du reste de la population, dont le confinement est avant tout un acte solidaire. La catastrophe est commune dans le sens où elle nous concerne tou-ttes. Mais elle est également socialement différenciée dans ses effets, comme exposé précédemment. Or, mobiliser la catégorie « Humanité (toute entière) » n'est pas neutre politiquement : les débats autour du concept d'Anthropocène l'ont bien montré³⁰. « Humanité » désigne simplement l'ensemble des humains dans les dictionnaires, mais son emploi politique repose sur l'uniformité fondamentale de cet ensemble : tou-ttes les humain-es porteraient la même responsabilité d'une situation dont iels subiraient pareillement les conséquences. Devant l'urgence de la situation (ici sanitaire, mais le raisonnement est le même concernant la crise écologique), certain-es jugent que pointer ces inégalités masque la gravité de la situation. L'union nationale, par l'union du champ politique et des citoyen-nes, serait la seule issue – constatons par exemple la récurrence de « la nation française » dans les discours d'Emmanuel Macron. Pourtant, rester vigilant-es est crucial dans ces moments inédits. L'urgence est particulièrement propice à la destruction d'acquis sociaux. L'union nationale tant vantée nous intime de faire des sacrifices, d'être responsables quant à notre rôle dans cette immense machine que serait la nation. Pour résumer, nous serions tou-ttes dans le même bateau : également responsables et également touché-es. La déconstruction de l'uniformité sociale des impacts n'est ici plus à faire, mais celle des responsabilités doit être rappelée. En considérant que l'accroissement du nombre d'épidémies est symptomatique de l'économie capitaliste basée sur un rapport colonial à la Terre³¹, le mythe

26. Lucie Delaporte (2020), *Coronavirus : l'extrême droite cible les quartiers populaires*, Mediapart.

27. Rachel Knaebel (2020), *Face au coronavirus, les femmes davantage en première ligne que les hommes*, Bastal!

28. Helen Lewis (2020), *The coronavirus is a disaster for feminism*, The Atlantic. Traduction sur Expansive.

29. Antonio Guterres : <https://news.un.org/fr/story/2020/03/1064942>

30. Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz (2013), *L'événement Anthropocène*, Seuil.

31. Malcom Ferdinand (2019), *Une écologie décoloniale*, Seuil.

d'une « Humanité » finit d'être enterré. Devant l'augmentation du nombre d'articles mentionnant les impacts humains sur l'environnement comme sources de la multiplication récentes des épidémies, repréciser les grandes lignes de ce que doit être une lecture écologiste de ce processus semble utile. Comprendre le changement climatique ou la destruction des biotopes (parmi de nombreux autres bouleversements écologiques) comme des phénomènes produits par « l'Humanité » ne tient pas, pour plusieurs raisons que l'on peut exposer concrètement.

La première réside évidemment dans l'uniformisation déjà commentée des responsabilités politiques de la production de ces phénomènes. Si « l'Humanité » concerne tout le genre humain, comment une même responsabilité climatique et écologique pourrait-elle peser sur les épaules de deux personnes aux positions sociales diamétralement opposées ? Pour prendre un exemple volontairement caricatural : quelles sont les responsabilités de l'immense majorité de la population mondiale dans la sortie des Etats-Unis des accords de Paris, décidée par Donald Trump ? L'énormité d'une telle uniformisation devrait être évidente pour tou-tes.

La seconde tient dans la dimension statistique de tels discours : c'est « l'Humanité » en tant que variable démographique qui est désignée, laissant de côté, par construction, tous les enjeux politiques qui animent cette « Humanité » loin d'être uniforme. Ces modélisations statistiques constituent d'ailleurs le socle du néomalthusianisme contemporain.

Enfin, la troisième raison est d'ordre anthropologique. En prenant l'Humanité comme un tout uniforme, la seule analyse écologiste possible opposera « l'Humanité » à la « Nature ». Dans cette perspective, l'objectif de l'écologie politique serait d'inverser cette lutte, pour que les humain-es ne cherchent plus à maîtriser la « Nature » mais plutôt à s'y conformer sans tenter de s'arracher à ses lois. Cette vision des choses n'est pas satisfaisante. L'anthropologie de la nature, la première, est venue nuancer cette ontologie* naturaliste³² qui dissocie humain-es et « Nature », permettant ensuite de se défaire complètement de concept de « Nature ». Pour l'écologie politique, cela ouvre de nombreuses portes que la posture essentialiste fondée sur la vieille « Nature » maintenait closes³³.

Considérer que l'épidémie serait « méritée » car simple « vengeance de la Nature » est donc une déresponsabilisation (qui ne dit pas son nom) des classes dominantes, responsables de la trajectoire écocidaire qui crée de plus en plus d'épidémies, et de leur gestion criminelle qu'elles mettent en oeuvre. D'abord, personne ne peut « mériter » quelque chose dont iel n'est en rien responsable. Mais la situation ici va bien au-delà, puisque les plus « responsables » de la situation sont généralement moins impacté-es que les autres. Ecrire que l'épidémie ne touche pas également tout le monde ne suffit donc pas, car la réalité est bien plus terrible : la situation actuelle accentue considérablement les inégalités³⁴.

* *Ontologie* désigne ici l'ensemble de théories sur le monde partagé dans une société donnée. C'est donc presque un synonyme de culture, bien qu'ontologie tend un peu vers le spirituel sans le dénigrer. Le terme est employé dans son sens en anthropologie, et non en philosophie.

32. Le terme sera explicité dans la suite du texte.

33. Claude Calame (2015), *Avenir de la planète & Urgence climatique*. Au-delà de l'opposition nature/culture, Lignes.

34. Laure Bretton (2020), « Cette crise rend visible ceux qui sont d'ordinaire invisibles », *Libération*

L'idée d'une « vengeance de la Nature » semble séduire des catégories sociales et sensibilités idéologiques relativement diverses. Ce succès est assez logique : elle s'articule parfaitement aux représentations communes de la « Nature » que véhicule la pensée occidentale moderne. Son instabilité³⁵ constitutive en autorise en effet de multiples usages, parfois divergents : d'un côté, il est dit que la « Nature » se venge en envoyant un virus contre les humains, mais de l'autre, maintenant que ceux-ci ne la détruisent plus, la « Nature » renaît. Dans le premier cas, elle est hostile, dans le second, bienveillante, comme si elle était dotée d'une conscience ou d'une personnalité, qui expliqueraient ses changements d'humeur. L'analyse de tels discours n'est pas une nouveauté induite par la pandémie actuelle : entre les écologistes anglophones, notamment en Amérique du Nord, les débats sur ces conceptions de la « Nature » (ou « nature »³⁶) ont été et sont toujours extrêmement vifs³⁷. L'écologie politique francophone a dans l'ensemble plutôt évité ce type de discussion³⁸. Toutefois, le danger de l'importation en politique de la « Nature » fut bien perçu, générant des projets philosophiques assez divergents pour en sortir³⁹. Cet héritage intellectuel informe sur les raisons pour lesquelles la thèse de l'épidémie comme « vengeance de la Nature » séduit bien au-delà de sa version commune. La multiplication des mauvaises tribunes annonçant sauvagement le retour de la « Nature »⁴⁰ ou de « Gaïa »⁴¹ en témoigne. La réduction de telles romantisations⁴² de l'épidémie à un privilège de classe est séduisante, mais elle ne suffit pas pour saisir d'où viennent de tels positionnements.

La liste des disciplines perçues comme légitimes pour étudier la crise écologique est souvent réduite aux seules sciences naturelles. Les raisons semblent évidentes : la climatologie est la mieux placée pour observer le réchauffement global du climat, l'écologie scientifique et la biogéographie offrent les meilleurs outils pour analyser les bouleversements écologiques, etc⁴³. Pourtant, les sciences sociales se sont intéressées depuis longtemps aux interactions entre les sociétés humaines et leurs environnements. De véritables traditions disciplinaires se sont même développées autour de ce projet de recherche. L'aggravation de la crise écologique

35. Bruno Latour (1999), *Politiques de la nature. Faire entrer les sciences en démocratie*, La Découverte.

36. Notons qu'en plus des sens vitalistes contradictoires de la « Nature » décrits dans le texte, d'autres existent, comme par exemple la « nature » inerte, simple stock de ressources. La présence ou non d'une majuscule se rapporte au sens choisi de la Nature/nature.

37. Murray Bookchin et Dave Foreman (1989), *Defending the Earth*

38. Kerry Whiteside (2001), *Divided natures. French contributions to political ecology*, MIT Press.

39. En premier, l'on peut citer le projet proprement métaphysique de Bruno Latour (1999), *Politiques de la nature. Faire entrer les sciences en démocratie*, La Découverte. Celui-ci pose clairement le problème comme découlant du dualisme nature/société. La démarche d'André Gorz dans *Ecologie et liberté* (1977) est bien différente. Ce dernier ne bouscule pas le cadrage théorique moderne puisqu'il ne fait « que » nous mettre en garde contre la possible « divinisation » de la Nature qui anime les convictions de certains écologistes. Gorz reste toutefois coincé entre sa préférence pour « les systèmes naturels et leurs équilibres auto-régulés » aux systèmes artificiels, et sa méfiance sur ce que peut la réification de la notion de nature peut produire dans le domaine politique.

40. Brian Lamacraft (2020), *What Wuhan Coronavirus Says About Us and Our Relationship with Planet Earth*

41. Alain Denault (2020), *Gaïa vit son moment #MeToo*, Libération

42. Identifions ici le « romantisme » comme une critique culturelle de la modernité occidentale, voir Guillaume Carbou (2019), *Le romantisme de l'écologie politique, Mondes sociaux. La « romantisation » de l'épidémie désigne dès lors l'enrôlement de cet événement dans une critique romantique de la société moderne. Contrairement à Guillaume Carbou, ce texte ne défend pas une écologie politique romantique.*

43. Des luttes ont parfois lieu entre ces disciplines : la pédologie – science des sols – a été plus ou moins phagocytée par les sciences du climat dans les dernières décennies. Celles-ci ont en effet opposé leur instrumentation de haute technologie pour étudier les interactions sols-climat aux méthodes interprétatives des pédologues. Pourtant, la pédologie en elle-même pourrait apporter des éléments précieux dans notre compréhension globale de la crise écologique.

44. Pour un aperçu exhaustif, voir : Emilie Hache (2015), *Reclaim. Recueil de textes écoféministes*, Cambourakis.

45. Grégory Quenet (2017), « Un nouveau champ d'organisation de la recherche, les humanités environnementales », p. 255-269 in Guillaume Blanc et al. (2017), *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes*, Publications de la Sorbonne, 350 p.

46. Philippe Descola (2005), *Par-delà nature et culture*, Gallimard.

47. William Cronon (1993), « The uses of environmental history », *Environmental History Review*, vol. 17, n°3, p. 1-22. Une traduction française existe dans le recueil d'articles *Nature et récits de Cronon* publié chez Dehors.

48. Philippe Descola (2010), *L'écologie des autres. L'anthropologie et la question de la nature*, Quae.

49. Elise Demeulenaere (2017), « L'anthropologie au-delà de l'anthropos. Un récit par les marges de la discipline », p. 43-73 in Guillaume Blanc et al. (2017), *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes*, Publications de la Sorbonne, 350 p.

50. Cette dimension « exotisante » a d'ailleurs fait l'objet de vives critiques au sein même de la discipline, voir Élisabeth Cunin et Valeria A. Hernandez (2007), « De l'anthropologie de l'autre à la reconnaissance d'une autre anthropologie », *Journal des anthropologues*, n°110-111, p. 9-25.

51. Arturo Escobar (2018), *Sentir-penser avec la terre. Une écologie au-delà de l'Occident*, Seuil.

rendue évidente par les sciences naturelles a eu pour effet d'intensifier les échanges entre disciplines au sein des sciences sociales. C'est à partir de ce bouillonnement réflexif que se sont construites les « humanités environnementales », un champ interdisciplinaire de recherche en sciences sociales sur les questions liées à l'environnement. Si la problématisation du dualisme nature/société, entres autres héritée du mouvement écoféministe⁴⁴, est au cœur de cet espace de dialogue en plein essor⁴⁵, toutes les disciplines n'ont pas également contribué à ce projet théorique. Deux disciplines en particulier semblent bien illustrer les différentes manières par lesquelles fut critiqué le naturalisme – appellation désormais commune du dualisme nature/société⁴⁶.

L'histoire environnementale a contribué à faire de l'environnement un objet historique à part entière en rapprochant les temporalités sociales et naturelles. Pour les historien·nes, nature et société sont coextensives car liées par ce que l'on pourrait qualifier de double déterminisme : « la plupart des actions humaines ont des conséquences sur l'environnement et les changements dans les systèmes naturels affectent presque inévitablement les humain·es »⁴⁷. En histoire, nature et société sont donc bien deux ensembles distincts, mais la coupure entre les deux est loin d'être totale puisque les deux évoluent toujours conjointement. En anthropologie, la formulation du problème comme celui d'un grand partage entre nature et société hérite d'un long débat disciplinaire sur les relations entre les humain·es et leur environnement⁴⁸, les anthropologues n'ayant finalement, dans leur méthodologie au moins, que peu adhéré au dualisme moderne⁴⁹. Alors que l'histoire environnementale se concentre en grande partie sur les sociétés modernes, l'anthropologie de l'environnement s'appuie quant à elle beaucoup plus⁵⁰ sur l'ethnographie de sociétés non-modernes, qui sont restées ou se sont tenues à l'écart du monde moderne et de la séparation nature/société qui fondent ses structures sociales. Cette dimension comparative a permis de caractériser le dualisme comme spécificité de la pensée occidentale, puisque l'on ne retrouve absolument pas ce partage dans une multitude de sociétés non-occidentales. Partant de là, l'anthropologie de la nature critique sud-américaine s'est lancée dans un programme décolonial à la croisée de la recherche et de l'activisme politique⁵¹. L'objectif de départ est très clair :

réhabiliter les manières d'être et d'agir autochtones – [que l'on appellera « ontologie »] – face au projet scientifique rationaliste de l'anthropologie occidentale dominante. Ce « tournant ontologique » pris rapidement une grande importance dans la pensée écologique, et plus largement, politique.

Les pistes méthodologiques proposées par les humanités environnementales sont complexes, difficiles à appréhender. Sans prétendre à l'exhaustivité, examinons le geste extrêmement fréquent d'attribution d'une « agentivité »⁵² sociale aux non-humains. Le monde social n'est pas qu'un réseau d'humain-es qui interagissent entre eux, mais est également composé d'autres « actants », non-humains, qui font partie intégrante de la société-réseau. L'attention est alors portée sur les relations qu'entretiennent des êtres, pas sur ce qui les distingue. L'attribution de cette agentivité ne concerne pas seulement les animaux ou les plantes⁵³, mais parfois la planète toute entière, comme dans les relectures philosophiques (notamment récentes) de l'Hypothèse Gaïa⁵⁴ – initialement simple modèle systémique, rapidement devenue centrale pour certaines philosophies de la nature⁵⁵. Gaïa désignerait la Terre dans son ensemble, comme un être à part entière, avec sa propre histoire. Les bouleversements écologiques ne lui enlèveraient pas sa qualité de « planète vivante ». Gaïa comme être éternel est « difficile à manier »⁵⁶ puisque les difficultés inhérentes à l'attribution d'une agentivité à des êtres non-humains se trouvent amplifiées lorsqu'il s'agit de la planète Terre toute entière. Au départ, cette opération se veut subversive car elle offre la possibilité de sortir du cadrage naturaliste-capitaliste faisant de la « nature » un ensemble inanimé, intégralement manipulable par les humain-es. Mais cette sortie peut prendre deux formes, presque opposées.

La première reste très pragmatique : elle se contente de pointer les implications politiques du naturalisme, sans prôner une autre ontologie existante en particulier⁵⁷. Cette base s'articule facilement aux travaux sur la monétarisation de la nature⁵⁸, qui explicitent la façon dont la promotion des services écosystémiques comme outil de protection des écosystèmes promue par les écologues s'est progressivement transformée en nouvelle conquête du capitalisme financier⁵⁹. La seconde sortie possible assume son orientation métaphysique en associant le naturalisme à un « désenchantement du monde », amenant de fait l'idée qu'en sortir passe par un « réenchantement » de ce même monde – ou d'autres mondes. Si l'on croirait retrouver presque terme pour terme la critique que fait Max Weber de la rationalisation capitaliste moderne par le progrès scientifique⁶⁰, le « désenchantement » a ici pour fonction principale de justifier le parti-pris métaphysique du « réenchantement ». En apparence, ses implications méthodologiques semblent assez proches de la remise en cause « pragmatique » du naturalisme brièvement décrite précédemment : il s'agit d'accorder une agentivité sociale aux non-humains, ce qui équivaut à une reconnaissance de leur enrôlement par les humain-es dans le monde social. D'une certaine manière, il s'agit là d'une re-matérialisation – ou d'une nouvelle « terrestrialisation »⁶¹ – de la pensée politique moderne, programme que l'on

52. Tim Ingold (2016), « La vie dans un monde sans objets », *Perspective*, vol. 1, p. 13-20.

53. Hervé Brunon (2015), « L'agentivité des plantes », *Vacarme*, vol. 4, p. 118-123.

54. Isabelle Stengers (2013), *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, La Découverte.

55. Sébastien Dutreuil (2017), « James Lovelock, Gaïa et la pollution : un scientifique entrepreneur à l'origine d'une nouvelle science et d'une philosophie politique de la nature », *Zilsel*, n°2, p. 19-61.

56. Emilie Hache (2013), *Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique*, La Découverte.

57. Hervé Kempf (2020), « La nature, ça n'existe pas » – Entretien avec Philippe Descola, *Reporterre*.

58. Virginie Maris (2014), *Nature à vendre. Les limites des services écosystémiques*, Quae.

59. Sandrine Feydel et Christophe Bonneuil (2015), *Prédation. Nature, le nouvel eldorado de la finance*, La Découverte.

60. Max Weber (1904), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*.

61. Le terme désigne au départ la progressive sortie des eaux des premiers êtres vivants. Parmi des propositions analogues, Bruno Latour explique qu'il faut se « terrestrialiser ».

62. Pierre Charbonnier (2014), « La pensée écologique comme héritage problématique du rationalisme : La définition sociologique du sacré et ses conséquences » in Catherine Larrère et Bérangère Hurand (2014), *Y a-t-il du sacré dans la nature ?* Publications de la Sorbonne, p. 103-113.

63. Anonyme (2020), *Le monologue du virus*, Lundi matin.

64. Voir par exemple les textes *À nos amis* (2014) ou *Maintenant* (2017) du Comité invisible, édités chez La Fabrique.

65. Bruno Latour (2017), *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, La Découverte.

66. Amorcée dans *Politiques de la nature* (La Découverte, 1999), l'entreprise métaphysique de Bruno Latour est particulièrement manifeste dans ses conférences retranscrites dans *Face à Gaïa* (La Découverte, 2015). Mentionnons aussi le récent colloque *La théologie face à Gaïa* au collège des Bernardins. Voir une critique du projet latourien : Jérôme Lamy (2017), *Une religion si « naturelle »*, *Le monde diplomatique*.

67. C'est Bruno Latour qui a forgé la notion de « porte-parole » employée ici, voir Bruno Latour (1991), *Nous n'avons jamais été modernes*, La Découverte.

68. Eduardo Viveiros de Castro (2014), « Perspectivisme et multinaturalisme en Amérique indigène », *Journal des anthropologues*, vol. 138-139, p. 161-181.

ne peut que souhaiter accompagner. Mais le projet de « réenchantement » ne s'arrête pas là puisqu'il transpose l'agentivité accordée aux autres vivants sur un plan spirituel, inspiré des ontologies non-naturalistes – notamment animistes. Soudainement, des gens pour qui les animaux non-humains n'étaient même pas dotés d'une conscience se mettraient à dialoguer avec eux. L'effet artistique est garanti, mais l'apport politique reste à prouver : faut-il (et si oui comment) convaincre massivement que la résolution de la crise écologique passe par le fait de parler avec son chien ou de « soigner » les arbres ? Ces récupérations simplistes se multiplient dernièrement. La subversion initiale se transforme en incompréhension totale vis-à-vis des objectifs d'un tel projet de « réenchantement » du monde. Ce retour d'un « sacré » issu d'autres sociétés pose problème⁶² : chaque groupe social construit ce qui est sacré en son sein. Sacraliser ce que l'on désignait il y a peu par « Nature » revient à identifier les sciences modernes comme outils de pure destruction. Pourtant, la crise écologique est scientifique à double titre : dans ses causes certes, il faut le rappeler, mais aussi dans ses modes de compréhension et résolution. Nul besoin d'un détour métaphysique pour traiter ces ambivalences des sciences modernes. Si le mot d'ordre de départ selon lequel « la spiritualité est politique » est incontestable, on est en droit de s'interroger sur la façon dont celles dont la spiritualité est autre que celle prônée pour ses vertus écologiques seront traitées – de même pour ceux qui ne revendiquent aucune spiritualité. Symptomatique des angles morts que laissent les manipulations conceptuelles, cette question ne semble jamais affleurer malgré son évidence pour ceux se sentant injustement visés par ces propositions politico-spirituelles. C'est dans ce contexte théorique complexe mais surtout confus que certaines en viennent à faire parler le coronavirus, donnant, sous couvert d'expression artistique, dans la déresponsabilisation politique⁶³.

Ce « monologue du virus » s'inscrit très clairement dans l'orientation métaphysique prise par le Comité invisible⁶⁴. Il s'agit plutôt de réorientation dans un paysage politique présenté comme absurde, dont la nature romantique résonne étrangement avec le dernier essai de Bruno Latour⁶⁵, également engagé depuis plusieurs années dans la reconstruction d'un nouvel édifice métaphysique⁶⁶. Le paysage conceptuel dans lequel il baigne éclaire ce qui a motivé l'écriture de ce texte : la nécessité supposée d'intégrer les points de vue des non-humains dans notre manière d'appréhender la réalité du monde. Mais les « porte-paroles »⁶⁷ humains – les scientifiques – ne suffisent pas parce qu'ils ne peuvent adopter réellement le point de vue des non-humains, dont ils n'ont pas le corps⁶⁸. La seule solution pour ne pas trahir ce projet anthropologique radical est alors de faire parler le virus. Sauf que cela ne tient pas.

Suivre le projet décolonial proposé par une partie de l'anthropologie de la nature ne peut se faire tête baissée. La réhabilitation des ontologies naturalistes est évidemment un projet politique d'une importance fondamentale que

les écologistes doivent défendre. Toutefois, que des blancs-diplômés se revendiquent animistes du jour au lendemain pose plusieurs problèmes. Le plus évident se trouve dans l'adoption immédiate d'une ontologie non-moderne alors qu'elle n'est connue que par l'intermédiaire d'outils analytiques typiquement modernes – voire coloniaux. Ce n'est pas rendre justice aux sociétés desquelles ces ontologies émanent que de s'en revendiquer, puisqu'en plus de passer outre toute la réflexion sur la situation d'un point de vue, toute la longue histoire de l'ontologie adoptée n'est pas connue, rendant son appropriation extrêmement parcellaire. Le second problème découle inévitablement du premier, puisque cette sortie-remplacement du naturalisme est aussi empreinte d'ahistoricité. Si l'Occident est bien naturaliste depuis près de 5 siècles⁶⁹, se revendiquer (voire pratiquer) individuellement d'une autre ontologie n'annule pas cette riche histoire, indépendamment de ce que l'on pense de celle-ci d'ailleurs. Si l'ensemble des structures sociales, politiques mais aussi culturelles modernes reposent effectivement sur une base naturaliste, les conversions individuelles, même agrégées, ne suffiront pas à les renverser. Le troisième problème découle des deux premiers, presque comme une synthèse : les réflexions politiques contemporaines sont un produit de la modernité, même si elles contestent cette dernière. Cet état de fait est absolument indépassable, chercher à l'annuler est a minima une perte de temps. Mais gâcher son temps n'est pas un problème quand on a le luxe de quitter la ville selon des motifs politiques, pour adopter un mode de vie néo-rural éloigné des conditions matérielles d'existence des populations rurales traditionnelles. À force de se rêver non-moderne, les soucis des subalternes du monde moderne (tant dénoncé) sont oubliés. Dans le meilleur des cas, cet oubli est involontaire, simple fruit de l'éloignement réflexif inévitable lors de la recherche d'un autre rapport à la Terre. Mais cet oubli peut aussi être stratégique, en ciblant indistinctement toutes celles, dominantes ou dominées, qui participent à ce monde moderne jugé « pourri » – repensons à la théorie du Bloom comme critique de l'abrutissement des subalternes⁷⁰. Quelle que soit sa source, cet « oubli » se concrétise dans cet « abject monologue du virus »⁷¹. Les principales victimes de la pandémie sont déjà et seront encore les plus vulnérables d'entre nous – il faut le rappeler : l'épidémie n'est pas « méritée ». Amplificatrice de quantités d'inégalités, la radicalisation autoritaire des « démocraties » sous couvert d'état d'urgence sanitaire devrait interdire de voir dans le virus un quelconque sauveur. L'infection des travailleur-ses par le virus ne les sortira pas de la « machine » avec laquelle iels sont presque accusé-es de collaborer. Tout le monde n'a pas le luxe de se dégager du temps pour créer un éco-village pour s'y mettre en retrait de la ville décadente⁷² jugée symptomatique d'une société cynique⁷³ – surtout si ce retrait se fait dans une communauté affinitaire socialement et idéologique homogène, autant de conditions que seule une bonne place dans la hiérarchie sociale permet de réunir. Considérer ce virus comme un « accusateur » venu renverser une société jugée mauvaise passe à côté du fait qu'il est davantage un « révélateur » et « aggravateur » des inégalités

69. Philippe Descola (2005), *Par-delà nature et culture*, Gallimard.

70. Daniel Bensaid (2009), *Le Spectacle invisible*

71. Anonyme (2020), *L'abject « Monologue du Virus »*, Paris-luttes.info

72. Collectif (2020), *Le Grand Paris est un écocide*, tribune publiée sur Floraisons et d'autres médias.

73. Romain André (2020), « Demande-toi ce que tu peux faire pour t'en sortir ». *Le monde du développement personnel*. Entretien avec Nicolas Marquis, Jef Klak.

74. Hassina Mechai (2020), Le coronavirus ou l'impossibilité du récit ? Interview de Christian Salmon, Ekho.

75. Bernard Kalaora (2020), Coronavirus, un mal pour un bien ?, AOC

76. Pour une définition plus claire de l'écofascisme, voir les travaux de Peter Staudenmaier (mais qui ne concernent pas les écofascismes contemporains).

77. Bernard Charbonneau (1980), « L'écofascisme arrive », Le Feu Vert.

78. Sébastien Lemerle (2009), « Les habits neufs du biologisme en France », Actes de la recherche en sciences sociales, vol. 1, n° 176-177, p. 68-81.

sociales qui s'y expriment⁷⁴. Le virus, enfin l'auteur – bien humain – de ce monologue, nous intime même de faire « attention » – à notre environnement au sens larges du terme. Pourtant lui ne fait attention à rien : ni aux nécessaires solidarités qui doivent se renforcer face à l'épidémie, ni à ceux que son discours global contre le monde moderne condamne.

Ce monologue du virus n'est donc pas seulement philosophiquement maladroit ou politiquement abject comme une première lecture peut le laisser penser : il est proprement dangereux. Certes, il n'est pas plus dangereux que tous les autres discours, plus ou moins profonds, qui font de l'épidémie une « vengeance de la Nature ». Son inconséquence politique reste toutefois plus que préoccupante à cause de l'analyse de la crise sanitaire actuelle qu'il promet. Il illustre aussi les difficultés que pose la reconfiguration des rapports entre humain-es et non-humains, sous une forme d'apparence plus radicale que d'autres récits aussi dangereux⁷⁵. Bien que ce résultat soit probablement, espérons-le, contradictoire avec leur objectif de départ, de telles lectures de l'épidémie forment un terreau très fertile pour l'écofascisme.

Une pente glissante vers l'écofascisme

Beaucoup ont assimilé la lecture de l'épidémie comme « vengeance de la Nature » à un positionnement proche d'un « écofascisme » dont il semble nécessaire de préciser ici la substance. Pourtant très utilisé dans divers contextes militants, le terme n'a pas de définition véritablement stabilisée⁷⁶. Lors de ce qui semble être sa première apparition en 1980, l'écofascisme désigne « un régime totalitaire de gauche [ou] de droite sous la pression de la nécessité » d'une action écologique forte⁷⁷. Dans cette confusion, trois caractéristiques principales semblent apparaître :

1. L'écofascisme comme soumission à une « Nature » éternelle voire à un « ordre naturel » qui nous dépasse en tant qu'êtres humains. Deux sources sensiblement différentes – mais pas forcément indépendantes – peuvent aboutir à ce positionnement unique. La moins évidente est le biologisme⁷⁸ dont font preuve certain-es, arguant que tout est d'abord biologique avant d'être social, culturel, historique, politique, etc. Transposé sur le plan politique, ce réductionnisme conduit à considérer que seul-es les biologistes seraient en mesure d'indiquer ce qui est conforme à la « nature » et par conséquent bon, et ce qui ne l'est pas donc mauvais. L'autre source, plus commune, confère un caractère surnaturel à la « Nature ». Ce n'est là que le pendant mystique du biologisme rationaliste, le fétichisme de ce dernier renforçant également la dimension mystique, même paré des atours de la rationalité. Ce n'est plus la biologie, ou plutôt une compréhension réductrice de ses apports, qui vient alors justifier la nécessité de se soumettre à un « ordre naturel » immuable, mais une entité mystique supérieure – pouvant prendre la forme/appellation de

« Nature », « Gaïa », « Terre-mère », « Pacha Mama », etc. Ce n'est pas la croyance en de telles entités qui fait ici l'objet de la critique⁷⁹, mais bien son instrumentalisation en vue de naturaliser (de façon universelle) un ordre social fantasmé⁸⁰.

2. L'écofascisme comme promotion de la mort en nombre d'êtres humains pour des motifs écologiques. Le nombre de victimes jugé « nécessaire » s'exprime généralement en milliers, millions ou milliards – l'ignominie d'une telle proposition commence au premier décès. Cette « solution » à la crise écologique est un mythe à la peau dure⁸¹ qui, dans la littérature consacrée, prend le plus souvent le nom de « néomalthusianisme ». Le plus souvent, la mort de ces personnes est l'une des conséquences envisagées de l'aggravation de la crise écologique sur les sociétés. Dans quelques cas plus rares, certain-es appellent à tuer volontairement un grand nombre d'humain-es – généralement des racisé-es et des pauvres, jugé-es trop nombreux-ses.
3. L'écofascisme comme régime antidémocratique imposé pour répondre à la crise écologique. Concrètement, ce nouveau régime écologique pourrait se traduire par le strict rationnement des denrées alimentaires, par des atteintes considérables aux libertés individuelles voire par un eugénisme institutionnalisé. L'homme de paille forgé par les anti-écologistes réduisant l'écologie politique à une idéologie intrinsèquement autoritaire – pensons à la soi-disant « écologie punitive » – ne doit pas occulter qu'il existe effectivement des sensibilités écologistes explicitement autoritaires, notamment sous des formes technocratiques⁸².

Chaque caractéristique de cette typologie peut concerner des sensibilités politiques autres que l'écofascisme. Aucune n'est toutefois exclusive, puisqu'au contraire, les trois se renforcent mutuellement. Par exemple, la défense de la soumission à un « ordre naturel » s'appuie souvent sur un eugénisme néomalthusien vantant la mort de ceux qui ne peuvent survivre aux « lois de la nature » – rappelant le darwinisme social qui fonde le néolibéralisme. Ce même « ordre naturel » justifierait également l'organisation dictatoriale de ce nouveau régime, comme s'il s'imposait naturellement. L'écofascisme se trouverait dans la combinaison des trois caractéristiques de la typologie ci-dessus. Cette distinction n'est pas une minimisation de l'une ou l'autre de ces caractéristiques, qui doivent être critiquées pour elles-mêmes. Simple-ment, une définition plus précise de l'écofascisme permet d'identifier ce qui y fait basculer. L'écofascisme n'est donc pas seulement une opposition à la démocratie pour des raisons écologiques⁸³, mais s'adosse à des propositions théoriques essentialistes bien plus larges.

79. Rappelons que certaines de ces entités/figures sont très importantes dans certaines cultures non-occidentales. Vouloir les dissoudre correspondrait à la poursuite du projet colonial.

80. Un rapprochement peut ici être fait avec l'écologie profonde, qui semble constituer la matrice ontologique de l'écofascisme, plus de précisions : Kev Smith (2003), *Ecofascism: Deep Ecology and Right-Wing Co-optation*, traduction française sur *Renversé*.

81. Ian Angus et Simon Butler (2015), *Une planète trop peuplée ? Le mythe populationniste, l'immigration et la crise écologique*, *Ecosociété*

82. André Gorz (1992), « L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation », *Actuel Marx*, n°12. Voir aussi : La Fabrique Écologique (2020), *Gouverner la transition écologique : démocratie ou autoritarisme*

83. Serge Latouche (2005), *Ecofascisme ou écodémocratie*, *Le monde diplomatique*

84. Dans une moindre mesure seulement, car la mort d'êtres humains n'est pas systématiquement mise dans la balance lorsque sont constatés les effets supposément bénéfiques de la « vengeance de la Nature ». Toutefois, que cette dernière ne soit pas conceptualisée comme telle ne minimise pas la portée gravissime de l'argument, puisqu'il repose sur l'occultation des décès dus à l'épidémie.

85. Joseph Confavreux (2020), « Les épidémies sont marquées par un accroissement du pouvoir militaire », entretien avec l'historienne Célia Miralles Buil, *Mediapart*

86. Le choix du terme « post-préservationnisme » permet de conjuguer les préoccupations préservationnistes historiques avec l'écologisme apolitique qui s'exprime à l'échelle internationale.

89. Samuel Hayat (2020), *La démocratie à l'épreuve du coronavirus*

90. Lionel Cordier a fait un bref fil twitter à ce sujet.

87. Ketan Joshi (2020), *Watch out for this symptom of Coronavirus: lazy ecofascism*

88. Pablo Servigne a partagé sur Facebook une fable prenant le point de vue du virus, alors que quelques jours plus tôt il signait la tribune solidaire contre le coronavirus publiée dans de nombreux médias.

Se réjouir de la « vengeance de la Nature » que constitue l'épidémie causée par le coronavirus ne repose a priori que sur la première et, dans une moindre mesure⁸⁴, sur la seconde des trois caractéristiques principales de l'écofascisme. La représentation commune de la « Nature » comme « ordre » implacable et indépassable est en effet à la source de cette « vengeance ». La dimension autoritaire n'y est pas directement liée, mais en alimentant une lecture inquiétante de la crise écologique comme lutte entre l'Humanité et la « Nature », la « vengeance de la Nature » ouvre la porte à l'écofascisme. Le vocabulaire martial de la « guerre » contre le virus qui légitime une multitude de mesures autoritaires et l'accroissement du pouvoir militaire l'illustrent d'ailleurs très bien⁸⁵. La perception de la crise écologique comme nécessité impérieuse de « protéger la Nature » peut induire l'intuition selon laquelle seul un régime politique autoritaire serait à même de mener à bien ce projet (post-)préservationniste⁸⁶. L'on voit bien que les différentes facettes de l'écofascisme communiquent et se nourrissent les unes les autres : l'autoritarisme écologique bénéficie de l'installation de la « Nature » comme force implacable⁸⁷. L'amertume est donc grande quand certains s'autorisent à signer des tribunes prônant la solidarité alors qu'ils installent dans l'espace public des idées menant tout droit à l'écofascisme⁸⁸.

L'argumentaire essentialiste d'une « vengeance de la Nature » participe d'une façon plus concrète encore à la promotion d'un régime autoritaire. Sa dimension mystique s'articule très bien avec la gestion répressive de l'épidémie par de nombreuses « démocraties ». Ces dernières, notamment en Europe occidentale, semblent incapables d'apporter une réponse démocratique à la propagation du coronavirus⁸⁹. Cet aveu de faiblesse est doublement tragique. Premièrement, il révèle les dégâts humains et matériels que peut entraîner l'inertie des systèmes démocratiques représentatifs. Pour gérer la pandémie, la réponse du gouvernement français fut un état d'urgence sanitaire. Voté à l'Assemblée nationale, celui-ci légitime un certain nombre de mesures jugées « nécessaires » – entendons ici celles réclamées par une partie du corps médical – mais aussi un grand nombre d'autres, loin d'être nécessaires, que l'urgence permet de faire passer. Secondement, cet aveu de faiblesse indique la dissolution des quelques liens qui subsistaient entre démocratie libérale et économie capitaliste⁹⁰.

Des moyens financiers et discursifs importants sont déployés pour « sauver l'économie » de la pandémie : le contraste avec les moyens dont disposent les services de santé pour « sauver les gens » est cruellement saisissant⁹¹. Les terribles difficultés des démocraties occidentales pour endiguer la pandémie ont pour effet indirect de présenter la Chine comme le pays ayant le mieux géré la crise sanitaire sur son sol – malgré les risques d'accélération de l'épidémie inhérents à son importante population. Le confinement strict imposé par Pékin est ainsi vidé de sa substance autoritaire pour que ne soit retenue que son efficacité sanitaire⁹² : s'attarder sur le caractère démocratique ou dictatorial du confinement ne serait que source de plus de mort-es. La supposée « réussite » de la Chine légitime sa nouvelle position géopolitique : d'un côté, l'autoritaire « modèle chinois » de gestion de l'épidémie semble être pour beaucoup la seule solution⁹³, de l'autre, l'assistance du gouvernement chinois aux pays en pleine crise sanitaire rend ces derniers dépendants d'une aide extérieure⁹⁴. Qu'un régime dictatorial semble être plus à même de gérer l'épidémie que de nombreux régimes démocratiques, alors même qu'ils se réfugient dans des mesures autoritaires, finit de faire tomber la distinction sacrée entre dictature et démocratie qu'entretiennent les seconds⁹⁵. Cette situation avantageuse de la Chine pourrait désastreusement pousser un certain nombre de personnes à reconsidérer leur opposition de principe à la dictature. Si l'on transpose ces hypothèses vers la question écologique, la combinaison de cette légitimation par l'épidémie des régimes autoritaires et la lecture malthusienne de celle-ci comme « vengeance de la Nature » installe l'écofascisme comme une solution désirable.

Enseignements pour l'écologie politique

Après avoir élargi notre compréhension politique de la pandémie, de sa production à sa gestion, il semble possible d'en tirer quelques enseignements pour l'écologie politique :

- A. Les phénomènes environnementaux ne peuvent toujours être considérés comme complètement indépendants du domaine politique comme les sciences naturelles l'ont longtemps prétendu – ce qui ne veut pas dire non plus qu'ils sont complètement sociaux. Nombre d'aléas a priori « naturels » comme la désertification, l'érosion des sols ou encore la déforestation sont en réalité en partie (co-)produits par les humains : leur étude doit appréhender les enjeux politiques d'un tel rôle⁹⁶. Bien que ce dernier soit directement impliqué dans les phénomènes susmentionnés, la critique du capitalisme n'est pas forcément au cœur de la présente démarche. L'analyse se situe à un niveau plus fondamental, qui concerne la démarche d'observation des changements environnementaux en elle-même. La relecture d'un grand nombre d'événements

91. Guillaume de Maissoncelle (2020), « Le gouvernement veut sauver l'économie avant les gens » – Entretien avec Eric Beynel, Reporterre

92. Diplomate chinois anonyme (2020), Systèmes politiques et lutte contre l'épidémie : le grand dilemme

93. Heike Schmidt (2020), Le « modèle chinois » a le vent en poupe, RF

94. Frédéric Lemaître et Isabelle Mandraud (2020), La « politique de générosité » intéressée de la Chine et de la Russie en Italie, Le Monde

95. Pablo Maillé (2020), « Il n'y a pas de frontière rigide entre démocratie et dictature » – Entretien avec Eugénie Mérieau, Usbek&Rica

96. Tim Forsyth (2003), *Critical political ecology. The politics of environmental science*, Routledge.

98. Tor A. Benjaminson et Hanne Svarstad (2009), « Qu'est-ce que la "political ecology" ? », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 17, n°1, p. 3-11.
99. Kerry Whiteside (2001), *Divided natures. French contributions to political ecology*, MIT Press
101. Elizabeth Ann R. Bird (1987), « The Social Construction of Nature: Theoretical Approaches to the History of Environmental Problems », *Environmental Review*, vol. 11, n°4, p. 255-264.
103. S. Eben Kirksey et Stefan Helmreich (2010), « The emergence of multispecies ethnography », *Cultural anthropology*, vol. 25, n°4, p. 545-576.
97. L'exemple du Dust Bowl comme événement pris dans des récits aux dynamiques divergentes est très célèbre en histoire environnementale, voir William Cronon (1992), « A Place for Stories: Nature, History, and Narrative », *Journal of American History*, vol. 78, n°4, p.1347-1376. Une traduction française existe dans le recueil d'articles *Nature et récits de William Cronon* publié chez Dehors.
100. Jean Jacob (1999), *Histoire de l'écologie politique*, Albin Michel.
102. David Demeritt (2002), « What is the 'social construction of nature'? A typology and sympathetic critique », *Progress in Human Geography*, vol. 26, n°6, p. 767-790.
104. Anna Tsing (2013), « More-than-human sociality: a call for critical description », Chapter 2, p. 27-42 in Kirsten Hastrup (2013), *Anthropology and nature*, Routledge, 272 p.
- par le prisme de l'histoire environnementale⁹⁷ ou les travaux en *political ecology*⁹⁸ participent à éclaircir cet entrelacement des influences humaines et non-humaines sur les bouleversements écologiques en cours.
- B. Se défaire de l'idée de « Nature » semble fondamental pour l'écologie politique. Sortir du cadrage naturaliste permet d'éviter une série de rigidités conceptuelles propices à l'essentialisme. Sans le nommer, l'écologie politique francophone a toujours questionné le dualisme nature/société⁹⁹, qui s'est parfois embourbée dans l'utilisation malencontreuse de l'idée de « nature »¹⁰⁰ – tantôt bonne, tantôt mauvaise, sans qu'on parvienne toujours à vraiment distinguer les deux. D'une certaine manière, la récente anthropologie de la nature parachève conceptuellement ce que l'écologie politique francophone s'efforçait de faire depuis plusieurs décennies. Outre-Atlantique, plusieurs *political ecologists* ont avancé l'idée d'une « construction sociale de la nature »¹⁰¹ qui apporte d'autres arguments pour oublier la « nature », qui ne sont pas nécessairement issus d'analyses comparées entre sociétés modernes et non-modernes, mais bien d'un regard réflexif sur la modernité elle-même¹⁰². La reconfiguration des rapports entre humain-es et non-humains par la reconnaissance de l'enrôlement des seconds dans le monde social semble ainsi nécessaire. Cependant il semble important de veiller à ce que ce projet théorique ne réintroduise pas une nouvelle notion rigide comme peut parfois l'être « Gaïa », qui ne ferait que remplacer la « Nature » moderne.
- C. Si repenser notre rapport au non-humain semble pressant, cette opération ne peut se faire à la légère. La maîtrise du seul cadre conceptuel des humanités environnementales n'est pas suffisante : une plus grande attention doit être portée à l'observation pour ne pas se réduire à un exercice d'écriture philosophique. L'ethnographie multispecies est une piste parmi d'autres pour transposer méthodologiquement le dépassement du naturalisme¹⁰³. L'observation fine des entrelacements entre humain-es et non-humains, dans les sociétés modernes ou non-modernes, peut ensuite être restituée de façon juste, avant de peut-être en tirer des enseignements politiques. Envisager une « socialité plus qu'humaine »¹⁰⁴ suppose de vraiment

faire attention aux relations que nous entretenons avec les non-humains, sans toutefois délaissier les relations entre humain-es, ce qui occulterait les rapports de pouvoir¹⁰⁵.

D. La fétichisation des ontologies non-naturalistes peut poser problème dès lors que leur importation en Occident repose sur un raisonnement anhistorique. Il faut l'admettre : l'écologie politique est une réflexion de la modernité sur elle-même¹⁰⁶. Résoudre la crise écologique ne peut pas prendre la forme d'une substitution soudaine du naturalisme par une autre ontologie existante. L'attrait romantique pour « Gaïa » est en partie le résultat de telles fétichisations. Rappelons, à la suite de la célèbre formule de Frantz Fanon, qu'« admirer » (au sens de fétichiser) les racisé-es témoigne d'un rapport ambigu à l'altérité, au même titre que les haïr¹⁰⁷. La fétichisation des ontologies non-modernes n'est pas autre chose.

E. La pandémie rappelle que l'écologie politique doit s'adosser à de multiples échelles d'analyse. C'est seulement par une lecture multiscalaire que la diffusion du Covid-19 peut être correctement analysée. Se restreindre à l'échelle d'un pays, pris isolément du reste du monde, conduirait à négliger que les épidémies sont des phénomènes écologiques¹⁰⁸. La recherche de la bonne échelle pour organiser une nouvelle société est fondamentale pour l'ensemble l'écologie politique. Mais cet attrait presque instinctif des écologistes pour le « local » est en partie un « piège »¹⁰⁹ : toutes les échelles d'analyse sont le résultat de stratégies politiques spécifiques¹¹⁰. Comprendre que toutes les échelles sont socialement construites, même le « local », permet d'éviter d'attribuer hâtivement certaines vertus (notamment écologiques ou démocratiques) à une échelle en particulier. Cela est bien connu pour l'échelle nationale, comme les innombrables travaux sur les mythes nationalistes l'ont bien montré. La priorité automatiquement accordée au local par les écologistes semble d'autant plus piègeuse aujourd'hui avec l'investissement du « localisme » par l'extrême-droite¹¹¹, confirmant que ce dernier est bien une « impasse »¹¹² pour l'écologie politique.

105. Francis Chateauraynaud (2006), *Des asymétries de prises. Des formes de pouvoir dans un monde en réseau*.

106. Pierre Madelin (2017), *Après le capitalisme. Essai d'écologie politique*, Ecosociété.

107. Frantz Fanon (1952), *Peaux noires, masques blancs*.

108. Rodolphe Gozlan et Soushieta Jagadeh (2020), *Comment les changements environnementaux font émerger de nouvelles maladies*, The Conversation.

109. Branden Born et Mark Purcell (2006), « Avoiding the local trap. Scale and food systems in planning research », *Journal of Planning Education and Research*, vol. 26, p. 195-207.

110. J. Christopher Brown et Mark Purcell (2005), « There's nothing inherent about scale: political ecology, the local trap, and the politics of development in the Brazilian Amazon », *Geoforum*, vol. 36, n°5, p. 607-624.

111. Romain Felli (2010), « Pouvoir, échelles et Etat : l'impasse localiste de l'écologie par en bas », *Entropia*, n°9.

112. Le Rassemblement National a notamment investi le concept de « localisme », voir : Lucie Delaporte (2019), *Le « localisme »* signe la victoire des identitaires au RN, *Mediapart*. Son usage est sensiblement différent de celui d'autres tendances d'extrême-droite, mais il ne serait pas étonnant d'assister à des recompositions idéologiques dans les années à venir, avec un alignement du RN sur le localisme déjà théorisé à l'extrême-droite, voir Margaux Wartelle (2020), « À l'extrême droite, l'écologie devient un point doctrinal majeur », *CQFD Journal*. Mentionnons les notions de « mondialisme » – que l'extrême-droite entend combattre – et de « démondialisation » – qu'elle promeut – qui fondent souvent sa défense du « localisme ».

113. Les propos d'Emmanuel Macron sont très clairs sur le sujet, voir Cédric Pietralunga et Olivier Faye (2020), *Coronavirus : Emmanuel Macron pense déjà au « jour d'après »*, *Le Monde*. Pour d'autres, il y a rupture dans la nécessité d'apprendre à « vivre dans un état de pandémie », voir : Gideon Lichfield (2020), Il n'y aura pas de retour à la normale, *Terrestres*. Bien que les modélisations sur lesquelles s'appuie ce texte soient contestées, il nous alerte sur des enjeux cruciaux. Voir aussi les positions résumées de 3 personnalités (2020), *Ce que cette pandémie va changer : l'analyse des intellectuels*, *Courrier international*.

114. Grégory Quenet (2017), « L'Anthropocène et le temps des historiens », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 72e année, n°2, p. 267-299.

115. Nicolas Celnik (2020), « L'épidémie de Covid-19 n'a pas grand-chose à voir avec le dérèglement climatique » – Entretien avec Jean-Baptiste Fressoz, *Libération*

116. Ashish Kothari, Arturo Escobar, Ariel Salleh, Federico Demaria, Alberto Acosta (2020), *Can the coronavirus save the planet?*, *OpenDemocracy*.

F. L'écologie politique ne peut s'inspirer d'une seule orientation de recherche mais bien d'une multitude de travaux différents – c'est peut-être même le principal enseignement à tirer. L'environnement est une thématique présente dans de nombreux champs et disciplines, dont il faut essayer de traduire et articuler politiquement les apports. C'est la confiance dans la recherche scientifique, notamment en sciences sociales, qui fonde cette vision de l'écologie politique. Il est difficile de définir un corpus théorique écologiste parfaitement identifié, tellement les influences sont diversifiées. La force de l'écologie politique ne s'ancre donc pas dans l'héritage d'un penseur en particulier, mais dans le champ créé par ce corpus sans bornes. La conjugaison des nouvelles orientations universitaires avec les propositions écologistes n'est pas subordonnée à un arrangement doctrinal entre une théorie de référence, à laquelle on articule de nouvelles pistes. Se fier aux apports des sciences sociales, c'est aussi désacraliser les sciences comme révélatrices de la Vérité mais de les accepter comme pratiques sociales. Comprendre que les sciences sont incarnées permet aussi de réhabiliter les savoirs « profanes » afin qu'ils ne soient plus écrasés par les savoirs « experts ».

La pandémie est fréquemment présentée comme une rupture, un événement qui distinguera nettement l'avant de l'après¹¹³. Le nombre de processus sociaux et environnementaux aux temporalités différentes dans lesquels elle est prise interdit pourtant de lui attribuer un quelconque effet de seuil général¹¹⁴. Pour beaucoup de dominé-es, cette pandémie n'est qu'une continuité, souvent durcie, de ce qu'ils vivaient déjà avant. Il n'y a donc pas de rupture complète, seulement des basculements partiels qu'une recontextualisation historique viendra toujours nuancer. Même lorsqu'il est présenté comme une « chance »¹¹⁵ ou une « opportunité »¹¹⁶, le souhait d'un basculement provoqué par l'épidémie reste excessivement fataliste sur l'état de nos forces pour changer la société. Seul un virus en serait capable, négligeant la colère politique légitime qui fonde tous les mouvements sociaux. Compter sur la performativité des rhétoriques de rupture dissimule le travail d'auto-organisation nécessaire aux basculements politiques tant souhaités, qui ne verront jamais le jour tout seuls. Il n'y aura pas de Grand Soir, mais bien différents

niveaux au sein desquels il est possible de construire les bases de notre future société écologique¹¹⁷. Il importe de (re)trouver les moyens d'agir sur ces différents niveaux, afin de préparer le passage vers cette nouvelle société. Le syndicalisme est l'un d'entre eux, les occupations contre les Grands Projets Inutiles et Imposés, l'engagement associatif et la construction d'institutions alternatives aussi. Ce sont ces luttes, portées sincèrement au quotidien avec nos camarades, qui permettront de construire la société écologique nécessaire.

Ce qu'il faut retenir de l'épidémie, c'est qu'elle n'est pas une « vengeance de la Nature » qui viendrait changer le monde à notre place. Mais se lancer sérieusement dans la construction d'une société écologique est autrement plus difficile que de se défaire vers des raisonnements simplistes conduisant à l'écofascisme. Pandémie ou non, nous ne pouvons compter que sur la solidarité¹¹⁸.

117. Pierre Charbonnier (2020), The Three Tribes of Political Ecology, Green European Journal. Traduction française proposée par la Fondation de l'Écologie Politique.

118. Jane Slaughter (2020), Solidarity Is Our Only Chance, Labor Notes

twainou

Mars 2020



perspectives-printanieres.info

@PPrintanieres

twinou@protonmail.com

